

AVIS DE CONVOCATION

Réunion du comité de vérification
(Séance publique)

Le 4 juin 2024 à 17 h

AUX MEMBRES DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Membres du Conseil :

M. Benoit Fortin, vice-président du conseil, président du comité de vérification
M^{me} Geneviève Oger, présidente du conseil
M. David Paradis, conseiller scolaire

Membres externes :

M^{me} Alvyde Ndzana
M^{me} Fatoumata Ba

Membre de l'équipe de vérification externe :

M. Marc Brabant, associé chez Raymond Chabot Grant Thornton
M. Nicholas Scott, directeur chez Raymond Chabot Grant Thornton

Membre de l'équipe de vérification :

M^{me} Joelle Huneault, dirigeante principale
M^{me} Nathalie Ducharme, vérificatrice interne

Membres de l'administration :

M. Michel Laverdière, direction de l'éducation et secrétaire par intérim
M. Jason Rodrigue, surintendant des services corporatifs et trésorier
M^{me} Corine Céline, secrétaire de séances

Vous êtes par la présente convoqué-e-s à la

Réunion du : **Comité de vérification**

Date : **Le 4 juin 2024**

Heure : **à 17 h 00**

Lieu : **Réunion Microsoft Teams**

[Cliquez ici pour rejoindre la réunion](#)

**COMITÉ DE VÉRIFICATION
SÉANCE PUBLIQUE
ORDRE DU JOUR**

1. Mot de bienvenue
2. Affaires courantes :
 - 2.1 Adoption de l'ordre du jour
 - 2.2 Déclaration de conflit d'intérêts
 - 2.3 Adoption du procès-verbal de la réunion du 6 février 2024
 - 2.4 Questions découlant du procès-verbal de la réunion du 6 février 2024
- 3. Séance huis-clos**
4. État de l'avancement des projets de vérification interne
5. Rapport annuel de l'Ombudsman 22-23 extrait de la section qui porte sur le secteur de l'Éducation
6. Rapport du Bureau du vérificateur général de l'Ontario: Suivi des recommandations de l'examen des rapports financiers des conseils scolaires
7. Réception en public des rapports transféré de la séance huis-clos
 - a) Plan de vérification axé sur les risques (PVAR) – Plan pluriannuel 2023-2026 (version publique)
8. Dates des prochaines rencontres du Comité de Vérification pour 2024-2025
9. Levée de la séance

AVIS DE CONVOCATION

Réunion du comité de vérification
(Séance publique)

Le 4 juin 2024 à 17 h

AUX MEMBRES DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Membres du Conseil :

M. Benoit Fortin, vice-président du conseil, président du comité de vérification
M^{me} Geneviève Oger, présidente du conseil
M. David Paradis, conseiller scolaire

Membres externes :

M^{me} Alvyde Ndzana
M^{me} Fatoumata Ba

Membre de l'équipe de vérification externe :

M. Marc Brabant, associé chez Raymond Chabot Grant Thornton
M. Nicholas Scott, directeur chez Raymond Chabot Grant Thornton

Membre de l'équipe de vérification :

M^{me} Joelle Huneault, dirigeante principale
M^{me} Nathalie Ducharme, vérificatrice interne

Membres de l'administration :

M. Michel Laverdière, direction de l'éducation et secrétaire par intérim
M. Jason Rodrigue, surintendant des services corporatifs et trésorier
M^{me} Corine Céline, secrétaire de séances

Vous êtes par la présente convoqué-e-s à la

Réunion du : **Comité de vérification**

Date : **Le 4 juin 2024**

Heure : **à 17 h 00**

Lieu : **Réunion Microsoft Teams**

[Cliquez ici pour rejoindre la réunion](#)

**COMITÉ DE VÉRIFICATION
SÉANCE PUBLIQUE
ORDRE DU JOUR**

1. Mot de bienvenue
2. Affaires courantes :
 - 2.1 Adoption de l'ordre du jour
 - 2.2 Déclaration de conflit d'intérêts
 - 2.3 Adoption du procès-verbal de la réunion du 6 février 2024
 - 2.4 Questions découlant du procès-verbal de la réunion du 6 février 2024
- 3. Séance huis-clos**
4. État de l'avancement des projets de vérification interne
5. Rapport annuel de l'Ombudsman 22-23 extrait de la section qui porte sur le secteur de l'Éducation
6. Rapport du Bureau du vérificateur général de l'Ontario: Suivi des recommandations de l'examen des rapports financiers des conseils scolaires
7. Réception en public des rapports transféré de la séance huis-clos
 - a) Plan de vérification axé sur les risques (PVAR) – Plan pluriannuel 2023-2026 (version publique)
8. Dates des prochaines rencontres du Comité de Vérification pour 2024-2025
9. Levée de la séance

**PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU COMITÉ DE VÉRIFICATION-
(Séance publique)**

Le 6 février 2024

Le comité de vérification s'est réuni le 6 février 2024 de 17 h 02 à 17 h 37 et de 18 h 01 à 18 h 07 par vidéoconférence.

Membres du Conseil :

M. Benoit Fortin, vice-président du conseil, président du comité de vérification
M^{me} Geneviève Oger, présidente du conseil
M. David Paradis, conseiller scolaire

Autre membre du Conseil :

M. David O'Hara, conseiller scolaire, observateur

Membres externes :

M^{me} Ouma Cuniah
M^{me} Alvyde Ndzana

Membres de l'équipe de vérification :

M^{me} Joëlle Huneault, dirigeante principale
M^{me} Nathalie Ducharme, vérificatrice interne
M^{me} Soumeya Lahsaini, vérificatrice interne
M^{me} Chantal Laforest, vérificatrice interne

Membres de l'administration :

M. Michel Laverdière, direction de l'éducation et secrétaire par intérim
M. Jason Rodrigue, surintendant des services corporatifs et trésorier
M^{me} Hélène Holleville, adjointe administrative

Voici le lien pour accéder à la documentation de la réunion :

https://csviamonde.ca/fileadmin/viamonde/Documentation_des_Comites/PUB_-_section_0-2024-02-06_odj-comite_verification_Publique.pdf

1. MOT DE BIENVENUE

Le Conseiller Fortin souhaite la bienvenue à tous.

2. AFFAIRES COURANTES :

2.1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Conseillère Oger, appuyée par, M^{me} Cuniah propose :

QUE l'Ordre du jour soit approuvé.

ADOPTÉE

2.2 DÉCLARATION D'INTÉRÊTS

Il n'y a aucune déclaration de conflits d'intérêts.

2.3 ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU 7 NOVEMBRE 2023

Conseiller Paradis appuyé par M^{me} Cuniah, propose :

QUE le Procès-verbal de la réunion du 7 novembre 2023 soit approuvé.

ADOPTÉE

2.4 QUESTIONS DÉCOULANT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU 7 NOVEMBRE 2023

Aucune question découlant du procès-verbal de la réunion du 7 novembre 2023.

3. FORMATION : BUDGET ET FINANCE D'UN CONSEIL SCOLAIRE

M. Rodrigue explique qu'à la demande du comité, une formation a été préparée. Elle est donc présentée aux membres (environ 25 minutes). Elle sera partagée par la suite. Elle sera également présentée aux membres du Conseil, en présentiel, dans une rencontre future.

Mesdames Cuniah, Ndzana et Vendeix ainsi que Conseillère Oger remercient M. Rodrigue pour la présentation qui était facile à comprendre.

Conseiller Fortin demande à ce que la présentation soit placée au répertoire et partagée au public.

4. SÉANCE HUIS CLOS

À 17 h 37, Conseiller Fortin, appuyé par Conseiller Paradis, propose :

QUE le Comité de Vérification public passe en séance à huis clos.

ADOPTÉE

5. ÉTAT DE L'AVANCEMENT DES PROJETS DE VÉRIFICATION INTERNE

M^{me} Huneault, dirigeante principale, présente le rapport sur l'État de l'avancement des projets de vérification interne au comité.

Conseiller Fortin souligne les efforts faits par l'administration du Conseil pour les initiatives en santé mentale.

À la lumière de ces mises à jour, M^{me} Ndzana, appuyée par Conseiller Paradis, propose :

QUE le rapport en date du 6 février 2024 sur l'État de l'avancement des projets de vérification interne soit reçu.

ADOPTÉE

6. RÉCEPTION EN PUBLIC DES RECOMMANDATIONS TRANSFÉRÉES DE LA SÉANCE HUIS CLOS

Conseiller Paradis, appuyé par M^{me} Cuniah, propose :

QUE les recommandations transférées de la séance huis clos soit reçues :

- Nomination d'un nouveau membre externe au comité de vérification
- Nomination des vérificateurs externes

ADOPTÉE

7. DATES DE LA PROCHAINE RENCONTRE

- Rencontre N° 4 – 4 juin 2024

8. LEVÉE DE LA RÉUNION

Conseiller Fortin remercie M^{me} Cuniah.

À **18 h 07**, l'ordre du jour étant épuisé, Conseiller Oger, appuyé par M^{me} Cuniah, propose :

QUE la réunion soit levée.

ADOPTÉE

**Surintendant des services
corporatifs et trésorier**

Jason Rodrigue

Le président du comité

Benoit Fortin

Le 4 juin 2024

AUX MEMBRES DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Objet : État de l'avancement des projets de vérification interne

Veillez recevoir le tableau de bord sommatif sur l'état de l'avancement des projets de vérification interne présenté par l'Équipe provinciale de vérification interne des conseils scolaires de langue française de l'Ontario (EPVI).

Il est recommandé :

QUE le rapport en date du 4 juin 2024 sur l'« État de l'avancement des projets de vérification interne » soit reçu.

Préparé et présenté par :

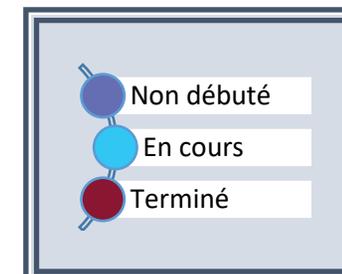
Le surintendant des services corporatifs et trésorier,
Jason Rodrigue

p.j. (1)

État de l'avancement des projets de vérification interne 2023-2024

Pour le comité de vérification du Conseil scolaire Viamonde

Statut d'avancement



#	Activités / Objectifs	Date de début	Statut d'avancement	Date de fin	Commentaires / Progrès	Présentation au CV
1.	<p>Programmes et services de soutien aux élèves</p> <ul style="list-style-type: none"> La vérification vise à évaluer les mesures mises en place par l'administration du conseil scolaire pour adapter son offre de programmes et services de soutien aux besoins émergents de sa clientèle scolaire actuelle et future en fonction de son environnement et des tendances socio-économiques, afin de s'acquitter le plus efficacement possible de son mandat en fonction de ses priorités stratégiques. 	Novembre 2023	En cours	Mai 2024 Juin 2024	La phase d'examen est terminée. Les constatations seront discutées avec l'administration. Une ébauche de rapport sera partagée avec l'administration pour revue et développement d'un plan d'action pour répondre aux recommandations. Le rapport incluant le plan d'action de l'administration sera par la suite présenté à la prochaine réunion du comité de vérification.	Juin 2024 Septembre 2024
2.	<p>Vérifications continues (conformité aux exigences)</p> <ul style="list-style-type: none"> La vérification continue vise à évaluer la conformité par rapport à une ou deux exigences réglementaires. 	Octobre 2023	En cours	Juin 2024	<p>L'exigence réglementaire retenue pour le mandat de conformité est celle qui porte sur la Politique/Programmes Note (PPN) 59 – Administration de tests psychologiques et évaluation des élèves.</p> <p>Le travail d'examen est en cours pour l'ensemble des conseils scolaires.</p>	Septembre 2024
3.	<p>Suivis (vérifications antérieures)</p> <ul style="list-style-type: none"> Suivis sur la mise en oeuvre des plans d'action prévus en réponse aux recommandations issues des vérifications antérieures menées par l'ÉPVI, selon les échéanciers établis. 	Juin 2024	En cours	Août 2024	L'administration commencera à soumettre ses mises à jour sur la mise en œuvre des plans d'action ainsi que les documents à l'appui. L'équipe de vérification analysera par la suite l'état d'avancement.	Septembre 2024

Le 4 juin 2024

AUX MEMBRES DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Objet : Rapport annuel de l'Ombudsman 22-23 extrait de la section qui porte sur le secteur de l'Éducation

La direction de l'équipe provinciale de vérification interne des conseils scolaires de langue française de l'Ontario (EPVI) présente à titre d'information le « Rapport annuel de l'Ombudsman 22-23 extrait de la section qui porte sur le secteur de l'Éducation ».

Il est recommandé :

QUE le « Rapport annuel de l'Ombudsman 22-23 extrait de la section qui porte sur le secteur de l'Éducation » en date du 4 juin 2024 soit reçu.

Préparé et présenté par :

Le surintendant des services corporatifs et trésorier,
Jason Rodrigue

p.j. (1)



2022 2023



RAPPORT ANNUEL

TABLE DES

MATIÈRES

■ MESSAGE DE L'OMBUDSMAN	4
■ À PROPOS DE NOTRE BUREAU	12
■ NOTRE PROCESSUS DE TRAVAIL.....	15
■ À PROPOS DE CE RAPPORT.....	20
■ 2022-2023 FAITS SAILLANTS	22
■ BILAN DE L'ANNÉE	24
LOI ET SÉCURITÉ.....	24
MUNICIPALITÉS.....	31
FONDS ET BIENS.....	42
SERVICES SOCIAUX.....	46
ENFANTS ET JEUNES.....	51
ÉDUCATION.....	58
SANTÉ.....	64
TRANSPORTS.....	67
CERTIFICATS ET PERMIS.....	70
EMPLOI.....	72
SERVICES EN FRANÇAIS.....	74
ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT.....	77
■ ANNEXE – STATISTIQUES DE CAS	80
TOTAL DES CAS REÇUS, EXERCICES FINANCIERS DE 2018-2019 - 2022-2023.....	80
MODE DE RÉCEPTION DES CAS EN 2022-2023.....	80
DISPOSITION DES CAS, 2022-2023.....	81
CAS REÇUS PAR CIRCONSCRIPTION PROVINCIALE, EN 2022-2023.....	82
LES 10 PRINCIPAUX ORGANISMES ET PROGRAMMES DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL, PAR NOMBRE DE CAS, 2022-2023.....	83
LES 10 PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS CORRECTIIONNELS, PAR NOMBRE DE CAS, 2022-2023.....	83
TOTAL DES CAS REÇUS RELATIVEMENT AUX MINISTÈRES PROVINCIAUX ET À CERTAINS PROGRAMMES, 2022-2023	84
CAS REÇUS À PROPOS DES MUNICIPALITÉS, 2022-2023.....	86
CAS REÇUS À PROPOS DES RÉUNIONS MUNICIPALES À HUIS CLOS, 2022-2023	89
CAS REÇUS À PROPOS DES CONSEILS SCOLAIRES, 2022-2023.....	90
CAS REÇUS À PROPOS DES COLLÈGES D'ARTS APPLIQUÉS ET DE TECHNOLOGIE, 2022-2023	91
CAS REÇUS À PROPOS DES UNIVERSITÉS, 2022-2023.....	91
CAS REÇUS À PROPOS DES SOCIÉTÉS D'AIDE À L'ENFANCE, 2022-2023.....	92
SOMMAIRE FINANCIER, 2022-2023	92



ÉDUCATION

Aperçu

En matière d'éducation, l'Ombudsman a compétence sur le ministère de l'Éducation et le ministère des Collèges et Universités de la province et sur leurs programmes ainsi que sur les 72 conseils scolaires, les 10 administrations scolaires et toutes les universités et tous les collèges d'arts appliqués et de technologie financés par des fonds publics de l'Ontario. Nous aidons les personnes confrontées avec des enjeux de nature variée concernant les établissements, programmes et services scolaires.

En 2022-2023, **794** cas visant les conseils scolaires ont été portés à notre attention, soit une hausse de 10 % par rapport aux 722 enregistrés l'année précédente. Par ailleurs, le nombre de cas a diminué en 2021-2022 pour le ministère de l'Éducation (**107** cas contre 126), pour le ministère des Collèges et Universités (**429** par rapport à 543) ainsi que pour les universités et les collèges eux-mêmes.

Les mesures contre la COVID-19 dans les écoles publiques et les établissements postsecondaires ont été maintenues jusqu'à un certain point en 2022-2023, mais les plaintes liées à la pandémie ont diminué, même si nous en avons reçu un certain nombre concernant le passage du mode virtuel à l'apprentissage en personne ainsi que les programmes d'avantages sociaux pour les élèves et les familles.

Tendances de cas – des premières années jusqu'à la 12^e

Même si le nombre de cas visant les conseils scolaires est resté comparable à celui de l'année précédente, la nature des plaintes et des problèmes a changé avec la levée de la majorité des protocoles sanitaires, et le retour à l'apprentissage et aux activités en personne pour la plupart des élèves. Bien que nous ayons encore reçu quelques plaintes concernant l'apprentissage virtuel, les problèmes les plus fréquents étaient de même nature qu'avant la pandémie : inscriptions, services de soutien aux élèves ayant des besoins particuliers, sécurité des élèves, et services de transport.

Nous avons continué à aider les personnes prenant soin d'enfants d'âge scolaire à accéder aux programmes de soutien liés à la pandémie administrés par le ministère de l'Éducation (par exemple, les paiements de soutien pour le rattrapage et l'Initiative de soutien aux apprenants). Beaucoup d'entre elles avaient des questions au sujet des retards, de problèmes d'admissibilité ou de l'absence de réponse du personnel du Ministère. Notre Bureau a parlé à des haut(e)s fonctionnaires du Ministère, qui ont reconnu que des retards étaient survenus dans le traitement des paiements en raison du nombre élevé de demandes. Nous leur avons fait part de pratiques exemplaires à mettre en œuvre pour éviter les retards et maintenir une communication adéquate avec les demandeur(euse)s. Le Ministère a créé un portail qui permet aux demandeur(euse)s de vérifier l'état de leurs demandes et de mettre à jour leurs renseignements personnels, ainsi qu'un système automatisé de réponse aux questions les plus courantes et un service d'assistance. Il a également commencé à élaborer des lignes directrices pour aider le personnel à traiter les cas complexes (par exemple, les cas de fraude potentielle) ainsi qu'une procédure d'appel officielle. Des parents ayant la garde de leur enfant nous ont également dit qu'ils(elles) n'avaient pas pu recevoir de prestations parce que quelqu'un d'autre (par exemple, un parent n'ayant pas la garde) avait présenté une demande avant eux(elles). Nous avons fait part au Ministère de pratiques exemplaires visant à garantir que le financement sera attribué aux parents admissibles de manière conforme, juste et transparente.

Tout juste après la fin de l'année fiscale 2022-2023, en avril 2023, le gouvernement a déposé un projet de loi radical, qui a donné lieu à la *Loi de 2023 sur l'amélioration des écoles et du rendement des élèves*, adoptée en juin. Entre autres changements, cette nouvelle loi oblige les conseils scolaires à se doter de commissaires à l'intégrité, une mesure importante pour la transparence et la responsabilisation que l'Ombudsman avait proposée dans des mémoires destinés au gouvernement en 2017 et en 2021.

Mémoire de l'Ombudsman – commissaires à l'intégrité des conseils scolaires

En mai 2023, l'Ombudsman a présenté un autre mémoire au Comité permanent de la politique sociale, qui se penchait alors sur le projet de loi 98, devenu plus tard la *Loi sur l'amélioration des écoles et du rendement des élèves*. Le mémoire proposait plusieurs modifications visant à renforcer les dispositions obligeant les conseils scolaires à se doter de codes de conduite et de commissaires à l'intégrité, des mesures que l'Ombudsman avait prescrites à de nombreuses reprises dans le passé.

L'Ombudsman proposait que le projet de loi soit amendé pour :

- permettre que les membres du public et les conseiller(ère)s scolaires puissent déposer des plaintes relatives au code de conduite;
- élargir le rôle des commissaires à l'intégrité des conseils scolaires de manière à englober les conflits d'intérêts visés par la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux*;
- préciser que l'Ombudsman peut examiner les plaintes relatives aux commissaires à l'intégrité des conseils scolaires.

Le projet de loi a été adopté et a reçu la sanction royale le 8 juin 2023, sans les amendements proposés.

« Je suis encouragé par les efforts déployés par le gouvernement : le projet de loi 98 viendra améliorer la gouvernance et la responsabilisation à l'échelon local en consolidant le cadre relatif aux codes de conduite pour les membres des conseils scolaires. Le projet de loi 98 tient compte de plusieurs propositions que j'ai faites précédemment [...] Toutefois, certains aspects importants de mes propositions antérieures en sont exclus. Certains d'entre eux pourraient éventuellement être intégrés à de futurs règlements de la *Loi sur l'éducation*. »

— Paul Dubé, Ombudsman, mémoire sur le projet de loi 98, le 9 mai 2023

Éducation de l'enfance en difficulté, aménagements et sécurité des élèves

Notre Bureau prête souvent assistance aux familles qui souhaitent bénéficier de programmes offrant des aménagements ou du soutien aux élèves ayant des besoins particuliers ou qui ont

du mal à s'y retrouver. Les écoles de l'Ontario sont tenues d'organiser des réunions de leur Comité d'identification, de placement et de révision à la demande des parents ou des directeur(ice)s d'école, afin de cerner les besoins, de déterminer les soutiens ou les placements requis et d'élaborer des plans d'enseignement individualisés (PEI) pour ces élèves. Nous avons aidé de nombreux parents à obtenir des informations sur ces procédures ou à faire part de leurs préoccupations aux conseils scolaires.

Par exemple :

- Un père s'inquiétait du fait que la présence de son enfant à l'école se limitait à des demi-journées à cause de problèmes de comportement. Nous avons découvert qu'il y avait un malentendu entre l'école et le père, et facilité la tenue d'une réunion pour discuter du retour de l'enfant à temps plein.
- Nous avons aidé une mère dont l'enfant de 12 ans ne pouvait pas aller à l'école en raison d'un manque de soutien infirmier, car l'enfant devait être nourri par une sonde gastrique. À la suite des questions que nous avons posées au conseil scolaire, l'école a accepté d'indemniser la mère pour ses frais de déplacement à l'heure du dîner pour qu'elle puisse nourrir son enfant.
- Nous sommes intervenu(e)s lorsqu'un conseil scolaire a déclaré qu'une fillette de 9 ans ne pouvait pas retourner à l'école parce qu'elle avait besoin d'un soutien infirmier, alors que son dossier médical indiquait que ce n'était pas le cas. À la suite de nos demandes de renseignements, l'enfant a été de nouveau admise sans soutien infirmier, et son plan de soins a été modifié.
- Un père nous a dit qu'il ne voulait pas que son enfant de 13 ans retourne à l'école parce que l'adolescent y avait subi de l'intimidation pendant des années et qu'il avait été récemment agressé. Nous l'avons aidé à organiser une réunion avec la direction de l'école afin d'élaborer un plan pour que l'élève retourne à l'école en toute sécurité.
- Une élève du secondaire nous a contacté(e)s lorsque son école a appelé la police pour l'expulser de l'établissement. Nous avons parlé à la direction de l'école et fait part à la

surintendance du conseil scolaire de pratiques exemplaires pour améliorer la transparence et la cohérence des politiques concernant les appels à la police. Résultat : le conseil scolaire a entrepris d'élaborer un protocole avec trois autres conseils scolaires.

Inscriptions

Nous recevons souvent des plaintes de parents qui ont de la difficulté à inscrire leurs enfants à des écoles ou des programmes particuliers, et qui s'inquiètent que leur scolarité soit perturbée. En pareils cas, nous nous efforçons de les aiguiller vers les bonnes personnes et les bons processus. Par exemple :

- Nous avons facilité la communication entre un parent et un conseil scolaire pour permettre à la plus jeune de la famille de fréquenter la même école que deux autres membres de sa fratrie.
- Nous avons aidé une mère à inscrire son enfant à un conseil scolaire publique et à lui éviter de redoubler son année, après son transfert d'une école privée.
- Nous avons fait part à un conseil scolaire de pratiques exemplaires pour améliorer la transparence et la cohérence de sa politique d'inscription, après avoir reçu une plainte concernant une école secondaire qui donnait la priorité aux élèves d'une certaine école intermédiaire.

Réunions à huis clos des conseiller(ère)s scolaires

Selon la *Loi sur l'éducation*, les réunions des conseiller(ère)s scolaires doivent être publiques, à quelques exceptions près. Nous avons reçu **5** plaintes concernant des réunions à huis clos de conseiller(ère)s scolaires en 2022-2023, le nombre le plus important que nous ayons jamais reçu sur cette question. Nous avons renseigné les plaignant(e)s sur les règles des réunions publiques établies dans la Loi et écrit à deux conseils scolaires, dans le but essentiellement de faire la lumière sur les exigences.

Les réunions des conseils scolaires doivent respecter des règles semblables à celles applicables aux conseils municipaux (voir le

chapitre **Municipalités** du présent rapport), Nous avons examiné les pratiques des conseils scolaires dans chaque cas.

Par exemple, dans une plainte, il était allégué que l'ordre du jour d'une réunion à huis clos des conseiller(ère)s scolaires n'avait pas été rendu public et que très peu d'informations avaient été communiquées publiquement par la suite. Nous avons déterminé que le conseil avait satisfait aux exigences de la *Loi sur l'éducation* et de ses propres règlements.

Nous avons aussi parlé du rôle et de la fonction de notre Bureau à des conseils scolaires, et leur avons précisé que le mandat de surveillance des conseils scolaires de l'Ombudsman englobe les questions concernant les réunions à huis clos.

Élections aux conseils scolaires de langue française

Selon la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, les municipalités doivent fournir de l'information en français aux électeur(trice)s participant à des élections aux conseils scolaires catholiques et publics de langue française. Nous avons reçu **2** plaintes d'électeur(trice)s selon lesquelles les greffier(ière)s n'avaient pas respecté cette exigence aux élections d'octobre 2022.

Nous avons déjà signalé des plaintes semblables au ministère des Affaires municipales et du Logement après les élections de 2018. À l'époque, on nous avait répondu que les greffier(ière)s recevraient un rappel quant à leurs obligations linguistiques. À l'automne 2022, nous avons communiqué avec plusieurs greffier(ière)s et déterminé que la fourniture de matériel électoral en français variait grandement d'une municipalité à l'autre.

Conscient des répercussions de cette irrégularité sur les droits linguistiques des francophones, l'Ombudsman a écrit au ministre des Affaires municipales et du Logement pour attirer son attention sur la question. Il soulignait dans sa lettre que puisqu'il y a des conseils scolaires de langue française partout dans la province, il pouvait y avoir de leurs électeur(trice)s dans n'importe quelle municipalité, et que ces personnes ont le droit de recevoir des bulletins de vote et des renseignements sur le scrutin en français.

« Étant donné les répercussions de cette question sur les droits linguistiques des francophones et sur la participation démocratique aux élections municipales, je porte cette question à votre attention pour qu'elle soit considérée et examinée plus en profondeur. J'invite votre Ministère à prendre des mesures concrètes pour s'assurer que les obligations linguistiques énoncées à l'article 9.1 de la Loi sont respectées de façon uniforme partout en Ontario. »

— Lettre de l'Ombudsman, Paul Dubé, à Steve Clark, alors ministre des Affaires municipales et du Logement, le 10 novembre 2022

Désignation du soutien aux conseils scolaires de langue française sur une évaluation foncière

Depuis quelques années, la Société d'évaluation foncière des municipalités s'efforce de régler un enjeu de longue date concernant les « désignations du soutien aux conseils scolaires sur une évaluation foncière ». Comme nous l'avons fait remarqué en 2020 et souligné dans nos deux derniers Rapports annuels, certain(e)s propriétaires francophones ont constaté que leur soutien avait été attribué par défaut aux conseils scolaires anglophones alors qu'ils(elles) avaient choisi le conseil scolaire francophone local.

Les conseils scolaires de langue française ont soulevé des inquiétudes quant à l'exactitude des renseignements de la SEFM, qui ne détermine plus le financement accordé aux conseils, mais établit tout de même le nombre de conseiller(ère)s scolaires à faire élire pour chaque conseil et les personnes qui peuvent voter. La SEFM a consulté les conseils scolaires de la province avant les élections d'octobre 2022 et instauré depuis un processus en ligne plus convivial pour la collecte des renseignements sur le soutien aux conseils scolaires.

Tendances de cas – enseignement postsecondaire

Les cas concernant les collèges et les universités ont diminué considérablement en 2022-2023 par rapport à l'année précédente, lorsque les problèmes relatifs aux protocoles de lutte contre la COVID-19 et à l'apprentissage à distance étaient plus fréquents. Nous avons enregistré **236** cas visant les collèges d'arts appliqués et de technologie, contre 344 en 2021-2022; et **205** cas en lien avec les universités, soit une baisse par rapport aux 361 plaintes reçues l'année précédente.

Les plaintes les plus fréquentes concernaient les admissions, les aménagements, la communication des politiques et des renseignements, les appels concernant les notes et les demandes de remboursement des frais d'études. Comme les années précédentes, nous avons aidé des gens à entrer en contact avec les responsables compétent(e)s ou sommes intervenu(e)s pour résoudre leurs problèmes. Aucune enquête officielle n'a été effectuée. Cela dit, nous avons continué le suivi de notre seule enquête officielle dans le secteur universitaire à ce jour, qui concerne les coupes effectuées par l'Université Laurentienne dans les programmes de langue française lors de sa restructuration en 2021. Nous ferons le point sur cette enquête dans le Rapport annuel sur les services en français plus tard cette année.

Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO)

Nous avons enregistré **169** cas liés aux prêts et aux subventions du RAFEO en 2022-2023, soit une légère baisse par rapport aux 180 plaintes reçues l'année précédente. Les problèmes les plus fréquents concernaient les retards dans le traitement des demandes ou la communication des exigences du RAFEO.

Par exemple :

- Un étudiant, père d'une enfant handicapée, avait reçu moins d'argent du RAFEO que prévu et peinait à joindre les deux

bouts. Nous avons examiné sa demande et découvert qu'elle ne mentionnait pas les besoins particuliers de son enfant. Après avoir fourni ces informations, l'homme a pu recevoir le financement dont il avait besoin.

- Un étudiant avait été informé que sa bourse du RAFEO de **21 000 \$** serait convertie en prêt s'il ne fournissait pas de preuve pour les revenus de sa femme. Il avait téléversé les documents et envoyé plusieurs messages pour confirmer qu'il les avait bien fournis, mais le RAFEO avait quand même transformé la subvention en prêt sans lui répondre. Lorsque nous nous sommes renseigné(e)s sur ce cas, le RAFEO a examiné le dossier, reconnu son erreur et rétabli la subvention.

Liberté d'expression

Depuis 2019, tous les collèges et toutes les universités de l'Ontario doivent avoir des politiques pour protéger la liberté d'expression sur les campus, et toute personne ayant une plainte non résolue en lien avec la liberté d'expression peut s'adresser à notre Bureau. En pareils cas, nous examinons la politique de l'université et faisons part à l'établissement des pratiques exemplaires pour traiter les plaintes et en rendre compte.

L'an dernier, nous avons dans l'un de ces cas aidé une université à définir plus clairement la façon de déposer une plainte relative à la liberté d'expression sur ses campus. Nous avons également transmis nos observations au Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur et au ministère des Collèges et Universités concernant les lacunes potentielles du cadre utilisé par les établissements d'enseignement postsecondaire pour rendre compte de ce type de plaintes.

Exposés de cas

Sonner l'alarme

Un fournisseur a déposé une plainte auprès de nous après avoir tenté de répondre à l'appel d'offres d'un conseil scolaire pour la vérification d'avertisseurs d'incendie. Le conseil scolaire lui

CAS REÇUS À PROPOS DES CONSEILS SCOLAIRES, 2022-2023 ■ TOTAL : 794

CONSEILS SCOLAIRES PUBLICS DE LANGUE ANGLAISE	
ALGOMA DISTRICT SCHOOL BOARD	3
AVON MAITLAND DISTRICT SCHOOL BOARD	1
BLUEWATER DISTRICT SCHOOL BOARD	10
DISTRICT SCHOOL BOARD OF NIAGARA	9
DISTRICT SCHOOL BOARD ONTARIO NORTH EAST	2
DURHAM DISTRICT SCHOOL BOARD	30
GRAND ERIE DISTRICT SCHOOL BOARD	10
GREATER ESSEX COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD	7
HALTON DISTRICT SCHOOL BOARD	25
HAMILTON-WENTWORTH DISTRICT SCHOOL BOARD	22
HASTINGS & PRINCE EDWARD DISTRICT SCHOOL BOARD	11
KAWARTHA PINE RIDGE DISTRICT SCHOOL BOARD	11
KEEWATIN-PATRICIA DISTRICT SCHOOL BOARD	1
LAKEHEAD DISTRICT SCHOOL BOARD	4
LAMBTON KENT DISTRICT SCHOOL BOARD	4
LIMESTONE DISTRICT SCHOOL BOARD	4
NEAR NORTH DISTRICT SCHOOL BOARD	9
OTTAWA-CARLETON DISTRICT SCHOOL BOARD	60
PEEL DISTRICT SCHOOL BOARD	37
RAINBOW DISTRICT SCHOOL BOARD	6
RAINY RIVER DISTRICT SCHOOL BOARD	1
RENFREW COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD	5
SIMCOE COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD	35
SUPERIOR-GREENSTONE DISTRICT SCHOOL BOARD	1
THAMES VALLEY DISTRICT SCHOOL BOARD	46
TORONTO DISTRICT SCHOOL BOARD	101
TRILLIUM LAKELANDS DISTRICT SCHOOL BOARD	12
UPPER CANADA DISTRICT SCHOOL BOARD	6
UPPER GRAND DISTRICT SCHOOL BOARD	6
WATERLOO REGION DISTRICT SCHOOL BOARD	22
YORK REGION DISTRICT SCHOOL BOARD	26
CONSEILS SCOLAIRES CATHOLIQUES DE LANGUE ANGLAISE	
ALGONQUIN AND LAKESHORE CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	10
BRANT HALDIMAND NORFOLK CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	4
BRUCE-GREY CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	1
CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD OF EASTERN ONTARIO	3
DUFFERIN-PEEL CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	33
DURHAM CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	4

HALTON CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	13
HAMILTON-WENTWORTH CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	7
HURON-SUPERIOR CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	1
KENORA CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	1
LONDON DISTRICT CATHOLIC SCHOOL BOARD	6
NIAGARA CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	5
NIPISSING-PARRY SOUND CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	2
OTTAWA CATHOLIC SCHOOL BOARD	13
PETERBOROUGH VICTORIA NORTHUMBERLAND AND CLARINGTON CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	8
RENFREW COUNTY CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	3
SIMCOE MUSKOKA CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	12
SUDBURY CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	1
THUNDER BAY CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	1
TORONTO CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	40
WATERLOO CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	4
WELLINGTON CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	2
WINDSOR-ESSEX CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	4
YORK CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	13
CONSEIL SCOLAIRE CATHOLIQUE DE LANGUE ANGLAISE NON PRÉCISÉ	1
CONSEILS SCOLAIRES CATHOLIQUES DE LANGUE FRANÇAISE	
CONSEIL DES ÉCOLES CATHOLIQUES DU CENTRE-EST	3
CONSEIL SCOLAIRE CATHOLIQUE DE DISTRICT DES GRANDES RIVIÈRES	1
CONSEIL SCOLAIRE CATHOLIQUE MONAVENIR	11
CONSEIL SCOLAIRE CATHOLIQUE PROVIDENCE	4
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT CATHOLIQUE DE L'EST ONTARIEN	4
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT CATHOLIQUE DES AUBURES BORÉALES	1
CONSEILS SCOLAIRES PUBLICS DE LANGUE FRANÇAISE	
CONSEIL DES ÉCOLES PUBLIQUES DE L'EST DE L'ONTARIO	8
CONSEIL SCOLAIRE PUBLIC DU GRAND NORD DE L'ONTARIO	7
CONSEIL SCOLAIRE VIAMONDE	5
CONSEIL SCOLAIRE PUBLIC DE LANGUE FRANÇAISE NON PRÉCISÉ	1
ADMINISTRATIONS SCOLAIRES	
JOHN MCGIVNEY CHILDREN'S CENTRE SCHOOL AUTHORITY	1
CAS OÙ AUCUN CONSEIL SCOLAIRE N'A ÉTÉ PRÉCISÉ	
	29

Remarque : Les conseils scolaires qui n'ont pas fait l'objet de cas ne sont pas répertoriés.

Le 4 juin 2024

AUX MEMBRES DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Objet : Rapport du Bureau du vérificateur général de l'Ontario: Suivi des recommandations de l'examen des rapports financiers des conseils scolaires

La direction de l'équipe provinciale de vérification interne des conseils scolaires de langue française de l'Ontario (EPVI) présente à titre d'information le « Rapport du Bureau du vérificateur général de l'Ontario: Suivi des recommandations de l'examen des rapports financiers des conseils scolaires ».

Il est recommandé :

QUE le « Rapport du Bureau du vérificateur général de l'Ontario: Suivi des recommandations de l'examen des rapports financiers des conseils scolaires » en date du 4 juin 2024 soit reçu.

Préparé et présenté par :

Le surintendant des services corporatifs et trésorier,
Jason Rodrigue

p.j. (1)

Chapitre 1

Section 1.06

Ministère de l'Éducation

Suivi de l'examen de l'optimisation des ressources de 2021 :

Rapports financiers des conseils scolaires de l'Ontario

APERÇU DE L'ÉTAT DES MESURES RECOMMANDÉES

	Nombre de mesures recommandées	État des mesures recommandées				
		Pleinement mise en œuvre	En voie de mise en œuvre	Peu ou pas de progrès	Ne sera pas mise en œuvre	Ne s'applique plus
Recommandation 1	2	2				
Recommandation 2	1	1				
Recommandation 3	1	1				
Recommandation 4	2	2				
Recommandation 5	1			1		
Recommandation 6	2		2			
Recommandation 7	2	2				
Recommandation 8	1	1				
Recommandation 9	1	1				
Recommandation 10	2	2				
Recommandation 11	2	2				
Recommandation 12	1	1				
Recommandation 13	1	1				
Recommandation 14	2	2				
Recommandation 15	2	1		1		
Recommandation 16	1		1			
Recommandation 17	2		2			
Total	26	19	5	2	0	0
%	100	73	19	8	0	0

Conclusion globale

Au 20 octobre 2023, le ministère de l'Éducation (le Ministère) avait entièrement mis en œuvre 73 % des mesures que nous avons recommandées dans notre *Rapport annuel 2021*. Il a notamment mis à jour ses directives sur la divulgation des notes explicatives à

l'intention des conseils scolaires et exigé que ceux-ci utilisent des termes uniformes pour les revenus tirés des impôts fonciers scolaires.

Le Ministère a fait des progrès dans la mise en œuvre de 19 % des mesures recommandées. Il a notamment tenu des rencontres avec les conseils scolaires qui ont reçu des opinions d'audit avec réserve pour leurs états financiers de l'exercice 2019-2020 afin

de comprendre la justification de ces opinions et de faire en sorte que ces entités reçoivent des opinions d'audit sans réserve pour l'exercice 2023-2024.

Cependant, le Ministère a réalisé peu de progrès en vue de la mise en œuvre de 8 % des mesures recommandées. Plus précisément, il n'a pas remplacé les renseignements sur le cadre comptable prévu par la loi dans les états financiers illustrés des conseils scolaires par des renseignements qui font référence à la préparation conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP).

L'état des mesures prises en réponse à chacune de nos recommandations est exposé ci-après.

Contexte

En 2019-2020, le ministère de l'Éducation a versé 25,6 milliards de dollars aux 72 conseils scolaires de district et aux 10 administrations scolaires de l'Ontario. Les conseils scolaires ont utilisé cet argent pour la gestion des programmes d'enseignement des niveaux primaire et secondaire.

Le Ministère est chargé de surveiller la santé financière des conseils scolaires et leur utilisation du financement. Les états financiers audités sont un outil principal de surveillance. La *Loi sur l'éducation* (la Loi) régit les conseils scolaires et exige que le trésorier de chaque conseil prépare les états financiers annuels couvrant la période de l'année scolaire, soit du 1^{er} septembre au 31 août. Les états financiers doivent être audités, soumis au Ministère et rendus publics dans le site Web de chaque conseil scolaire au cours de six mois suivant la fin de l'année scolaire. Le Ministère passe en revue les états financiers audités pour confirmer la conformité des conseils scolaires à la Loi. Les parents, les tuteurs et la population peuvent les consulter pour évaluer la qualité de la gestion financière des conseils scolaires de leur région.

Notre examen visait à déterminer si les états financiers des conseils scolaires de l'Ontario pour les exercices 2018-2019 et 2019-2020 avaient été préparés

et communiqués efficacement. Nous avons évalué si l'information financière était accessible au public, pertinente, fiable, comparable, compréhensible et présentée clairement d'une manière qui en maximisait l'utilité pour les utilisateurs des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP).

De manière générale, notre examen a révélé que les états financiers des conseils scolaires avaient été préparés conformément aux NCSP. Toutefois, il y avait diverses occasions d'améliorer la qualité de l'information financière des conseils scolaires en Ontario par la mise en œuvre de pratiques exemplaires pour la divulgation des états financiers.

Voici un aperçu de nos principales constatations :

- Les conseils scolaires ne divulguaient pas systématiquement les revenus tirés des impôts fonciers scolaires. Un seul conseil scolaire a divulgué une description détaillée de la nature des recettes provenant des impôts fonciers scolaires. Globalement, les conseils scolaires ont employé dans leurs états financiers 11 expressions différentes, comme « subventions municipales » et « subventions provinciales tenant lieu d'impôts », pour désigner les recettes provenant des impôts fonciers. De plus, en 2018-2019 et 2019-2020, 34 conseils scolaires n'ont pas déclaré séparément le montant des revenus provenant des impôts fonciers, même si ces impôts représentent environ 7 milliards de dollars ou 29 % du financement provincial total versé aux conseils scolaires.
- Les états financiers de 18 conseils scolaires n'ont pas fait l'objet d'une « opinion sans réserve » en 2018-2019 (contre 16 en 2019-2020) parce que les auditeurs n'ont pu établir si les recettes tirées des collectes de fonds étaient exhaustives. Les recettes non auditées tirées des collectes de fonds scolaires de ces 18 conseils scolaires se sont chiffrées au total à 31,4 millions de dollars en 2018-2019 et à 16,2 millions de dollars en 2019-2020. Ces conseils scolaires ont fait

l'objet d'opinions avec réserve parce qu'ils ne disposaient pas de pièces justificatives ni de mesures de contrôle opportunes qui auraient permis aux auditeurs de confirmer l'exhaustivité de leurs collectes de fonds.

- Les états financiers des conseils scolaires ont indiqué avoir été préparés conformément aux exigences législatives, au lieu de se rapporter aux NCSP. La présentation de rapports selon un cadre législatif peut avoir donné l'impression que les états financiers des conseils scolaires de l'Ontario n'ont pas été préparés conformément aux NCSP et qu'ils ne sont donc pas comparables aux états financiers des conseils scolaires d'autres administrations ou à ceux d'entités du secteur parapublic de l'Ontario, même si la loi donne en fait le même traitement comptable que les NCSP canadiennes.
- En tout, 71 conseils scolaires ont conclu 33 ententes de partenariat pour fournir aux élèves des services de transport par autobus. Ces ententes étaient considérées comme des « partenariats gouvernementaux » aux termes des NCSP. Neuf conseils scolaires ont erronément rendu compte de leurs partenariats de transport par autobus scolaires en 2018-2019 et en 2019-2020, y compris une surévaluation de 26 millions de dollars des dépenses des deux conseils qui avaient pleinement consolidé leurs intérêts dans l'entente de partenariat. Les sept autres conseils scolaires ont sous-estimé leurs actifs, leurs passifs et, dans certains cas, leurs recettes, faute d'avoir comptabilisé leur part des résultats financiers de l'entente de partenariat.
- Vingt-sept conseils scolaires en 2018-2019 (27 en 2019-2020) n'ont pas divulgué le nom de leurs prêteurs pour des prêts totalisant environ 2,4 milliards de dollars. Les NCSP exigent que la nature des placements et des opérations entre parties liées, comme les emprunts contractés par l'entremise d'un organisme provincial, soit

communiquée. Les règlements de l'Ontario établissent également des limites pour les emprunts des conseils scolaires, y compris les entités auprès desquelles les conseils scolaires peuvent emprunter, les placements et d'autres opérations financières. Huit autres conseils scolaires n'ont pas divulgué de précisions quant à leurs investissements de 222 millions de dollars. Parce que les données à ce chapitre n'ont pas été divulguées, ni le Ministère ni les autres utilisateurs ne pourront se servir des états financiers audités pour évaluer la conformité des conseils scolaires aux règlements sur la dette et l'investissement.

- La province ne consolidait pas les données du Fonds d'échange d'assurance des conseils scolaires de l'Ontario (l'OSBIE). L'OSBIE a été créé en 1987 pour offrir une assurance responsabilité civile générale aux conseils scolaires de l'Ontario et il a évolué par la suite pour offrir divers types d'assurance comme l'assurance de biens, l'assurance contre le cyberrisque et l'assurance de parc automobile. L'OSBIE est contrôlé collectivement par 79 conseils scolaires. Aux termes des NCSP, les résultats financiers des organismes contrôlés doivent être pleinement consolidés dans les états financiers de la province. Le gouvernement provincial n'a jamais déclaré dans ses états financiers consolidés les résultats financiers de l'OSBIE, lesquels étaient composés de 128 millions de dollars sous forme d'actif net et de 11 millions de dollars sous forme de résultat attendu, au 31 décembre 2020 et relativement à l'exercice clos à cette date, respectivement.

Nous avons formulé 17 recommandations préconisant 26 mesures à prendre pour donner suite aux constatations de notre audit. Le Ministère s'était engagé à prendre des mesures en réponse à nos recommandations.

État des mesures prises en réponse aux recommandations

Nous avons effectué des travaux d'assurance entre mars et octobre 2023. Nous avons obtenu du Ministère une déclaration écrite selon laquelle, au 28 novembre 2023, il nous avait fourni une mise à jour complète sur l'état des recommandations que nous avons formulées à l'origine dans notre examen, il y a deux ans.

Constatations détaillées de l'examen

Recommandation 1

Pour améliorer la comparabilité et l'utilité des états financiers des conseils scolaires, le ministère de l'Éducation doit :

- *étendre ses notes explicatives sur les informations à fournir dans les notes explicatives afin d'y inclure des exemples d'états consolidés de la situation financière, des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie;*
- *exiger des conseils scolaires qu'ils suivent les directives explicatives.*

État : Pleinement mise en œuvre.

Détails

Lors de notre examen de 2021, nous avons constaté que les directives du Ministère sur les informations à fournir dans les notes explicatives ne fournissaient pas aux conseils scolaires des modèles d'états financiers comme les états consolidés de la situation financière, des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie. Les conseils scolaires peuvent utiliser des termes différents pour décrire les mêmes sources de revenus ou de dépenses, ce qui réduit leur comparabilité.

Lors de notre suivi, nous avons constaté que le Ministère avait mis à jour ses directives sur la divulgation des notes explicatives pour y inclure des exemples d'états consolidés de la situation financière, des opérations, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie. Le Ministère a communiqué

l'obligation de suivre ces directives dans le cadre des séances de formation tenues avec les conseils scolaires en septembre 2022.

Divulgation inadéquate des impôts fonciers scolaires

Recommandation 2

Afin de communiquer plus clairement le rôle des impôts fonciers scolaires dans le financement des conseils scolaires, le ministère de l'Éducation doit réviser ses exemples de notes explicatives présentées dans les états financiers des conseils scolaires pour décrire clairement la façon dont le financement est accordé aux conseils scolaires et la relation entre les impôts fonciers et les subventions pour les besoins des élèves (SBE).

État : Pleinement mise en œuvre.

Détails

Dans notre examen de 2021, nous avons constaté que la divulgation des impôts fonciers scolaires était limitée dans les notes explicatives fournies par le Ministère dans les états financiers des conseils scolaires et qu'elle ne décrivait pas clairement l'entente relative aux impôts fonciers scolaires en Ontario. Nous avons également constaté qu'il n'y avait eu aucune discussion sur la façon dont les revenus tirés des impôts fonciers ont été générés ou comment ils s'inscrivent dans la formule de financement des Subventions pour les besoins des élèves (SBE) dans les états financiers de 13 conseils scolaires en 2019-2020 (14 en 2018-2019).

Lors de notre suivi, nous avons constaté que le Ministère avait révisé les notes explicatives afférentes aux états financiers des conseils scolaires pour expliquer ce qui suit :

- les SBE englobent les subventions législatives provinciales et l'impôt local sous forme d'impôts fonciers scolaires;
- les municipalités perçoivent les impôts fonciers scolaires et les versent aux conseils scolaires de leur région au nom de la province;
- le Ministère verse des fonds supplémentaires aux conseils scolaires, jusqu'à concurrence du niveau établi par les formules de financement des SBE.

Recommandation 3

Pour améliorer la clarté et la comparabilité des états financiers des conseils scolaires pour les contribuables et les utilisateurs des états financiers, le ministère de l'Éducation doit réviser ses états financiers explicatifs afin d'ajouter un poste distinct pour les impôts fonciers dans l'état des résultats, ainsi qu'une note sur l'impôt foncier.

État : Pleinement mise en œuvre.

Détails

Lors de notre examen de 2021, nous avons constaté que 34 des 82 conseils scolaires de l'Ontario n'avaient pas divulgué séparément le montant des revenus tirés des impôts fonciers comptabilisés et reçus en 2018-2019 et en 2019-2020. Au lieu de divulguer séparément le montant des revenus tirés des impôts fonciers dans l'état des résultats ou dans les notes afférentes aux états financiers, les conseils scolaires ont comptabilisé les impôts fonciers scolaires dans les subventions provinciales. En l'absence d'une divulgation distincte, les contribuables ne pouvaient pas facilement déterminer quelle part de leurs paiements d'impôts fonciers scolaires a contribué au financement total de leur conseil scolaire.

Lors de notre suivi, nous avons constaté que le Ministère avait révisé ses états financiers explicatifs, en particulier l'état des résultats, afin d'ajouter un poste distinct sous les revenus tirés des SBE pour divulguer les impôts fonciers. En outre, le Ministère a modifié les notes explicatives fournies aux fins de la comptabilité des impôts fonciers pour préciser que les recettes fiscales reçues des municipalités sont comptabilisées dans les SBE.

Recommandation 4

Pour améliorer la clarté et la comparabilité des états financiers des conseils scolaires, le ministère de l'Éducation doit :

- créer une description de poste unique dans les états financiers pour les revenus d'impôts fonciers versés aux conseils scolaires;

- réviser le contenu des notes explicatives afin d'utiliser la même description par poste que dans les états financiers.

État : Pleinement mise en œuvre.

Détails

Lors de notre examen de 2021, nous avons constaté que les conseils scolaires n'utilisaient pas systématiquement la même terminologie pour désigner les revenus tirés des impôts fonciers dans les états des résultats et les notes afférentes aux états financiers. Par exemple, cinq conseils scolaires ont qualifié les revenus tirés des impôts fonciers de « subvention municipale », ce qui ne correspond pas à la source sous-jacente de ce volet d'impôt puisque le taux est fixé par la province.

Lors de notre suivi, nous avons constaté que le Ministère avait révisé ses notes explicatives et demandé aux conseils scolaires d'utiliser, dans les états financiers, l'expression « impôts fonciers scolaires » comme seule description de poste pour les revenus tirés des impôts fonciers. En outre, le Ministère exige maintenant que les conseils scolaires utilisent l'expression « impôts fonciers scolaires » pour décrire les revenus tirés des impôts fonciers dans leurs notes afférentes à leurs états financiers.

L'utilisation d'un cadre comptable prescrit par la loi réduit la comparabilité et l'intelligibilité des états financiers des conseils scolaires.

Recommandation 5

Pour améliorer la clarté de la présentation du cadre comptable des conseils scolaires et la comparabilité des états financiers des conseils scolaires, le ministère de l'Éducation doit remplacer les renseignements sur le cadre comptable prévu par la loi dans les états financiers explicatifs des conseils scolaires par des renseignements qui font référence à la préparation conformément aux NCSP.

État : Peu ou pas de progrès.

Détails

Lors de notre examen de 2021, nous avons constaté que, dans les états financiers des conseils scolaires de l'Ontario, il est indiqué que les états financiers sont préparés conformément à un cadre comptable spécial prévu par la loi plutôt qu'aux NCSP. En vertu de ce cadre comptable prévu par la loi, les conseils scolaires sont tenus de comptabiliser dans leurs revenus le financement qu'ils ont reçu pour acquérir ou construire des immobilisations au cours de leur durée de vie plutôt qu'au moment où ils ont reçu le financement. Les montants qui ne sont pas encore comptabilisés dans les produits sont comptabilisés à titre de passif (aussi appelés « apports en capital reportés »).

Lors de notre suivi, nous avons constaté que le Ministère n'avait fait aucun progrès pour remplacer le renvoi au cadre comptable prévu par la loi dans ses notes explicatives en raison de préoccupations soulevées par certains auditeurs des conseils scolaires. Le Ministère collabore avec les auditeurs des conseils scolaires pour répondre à leurs préoccupations et continue de travailler à la mise en œuvre de cette recommandation d'ici le 31 août 2025.

Les états financiers de 18 conseils scolaires ont fait l'objet d'opinions avec réserve, ce qui nuit à leur fiabilité et à leur utilité.

Recommandation 6

Pour améliorer la crédibilité des états financiers des conseils scolaires et l'utilité des opinions d'audit pour les donateurs comme les parents, les élèves et les membres de la communauté locale, le ministère de l'Éducation doit :

- *faciliter les discussions entre les conseils scolaires et leurs auditeurs externes afin de comprendre le niveau de documentation et les contrôles requis pour leur fournir suffisamment d'éléments probants en matière d'audit;*
- *exiger que les conseils scolaires mettent en œuvre des solutions et des contrôles rentables pour leur*

permettre de recevoir des opinions de vérification sans réserve.

État : En voie de mise en œuvre d'ici décembre 2024.

Détails

Dans notre examen de 2021, nous avons constaté que les états financiers de 16 conseils scolaires avaient fait l'objet d'opinions avec réserve en 2019-2020 (18 en 2018-2019). Les auditeurs de ces conseils scolaires n'avaient pas été en mesure de déterminer si les données sur les revenus tirés d'activités de collecte de fonds étaient complètes (c'est-à-dire si tous les fonds générés par les écoles avaient été divulgués dans les états financiers), puisque la documentation et les contrôles par rapport aux activités de collecte de fonds des conseils scolaires étaient limités, surtout dans le cas des activités de collecte de fonds en espèces.

Lors de notre suivi, nous avons constaté qu'en novembre 2022, le Ministère avait mis sur pied un groupe de travail composé de membres du personnel ministériel et de représentants des conseils scolaires. L'objectif du groupe était de comprendre les pratiques et les contrôles actuels par rapport aux activités de collecte de fonds dans les écoles, ainsi que leur incidence sur les audits des états financiers des conseils scolaires.

En janvier 2023, le Ministère a tenu des réunions avec les conseils scolaires dont les états financiers avaient fait l'objet d'opinions avec réserve pour discuter de leurs pratiques de collecte de fonds dans les écoles, comprendre les raisons pour lesquelles leurs auditeurs avaient exprimé une opinion avec réserve, et déterminer des solutions rentables que les conseils scolaires devraient mettre en œuvre pour leur permettre d'obtenir des opinions sans réserve.

Les états financiers de six des 16 conseils scolaires touchés ont fait l'objet d'une opinion sans réserve en 2021-2022. De mars à septembre 2023, le Ministère a tenu d'autres réunions avec les autres conseils scolaires pour faciliter les discussions et trouver des solutions en vue de la préparation des états financiers de l'exercice 2022-2023. Le Ministère a indiqué que ces conseils scolaires pourraient avoir besoin de plus

de temps pour mettre en œuvre certaines des solutions cernées, comme l'utilisation d'outils de don en ligne, ce qui pourrait retarder la mise en œuvre complète de cette recommandation à l'exercice 2023-2024. De plus, en décembre 2024, le Ministère examinera les états financiers de l'exercice 2023-2024 de ces conseils scolaires, afin d'évaluer leurs progrès en vue d'obtenir une opinion sans réserve de leurs auditeurs.

Certains conseils scolaires n'ont pas fourni de preuve de l'approbation du conseil et de la déclaration de responsabilité de la direction.

Recommandation 7

Pour améliorer la fiabilité et la reddition de compte des états financiers des conseils scolaires, le Ministère doit demander à tous les conseils scolaires de :

- *joindre, dès que possible, une déclaration signée de responsabilité de la direction à tous les états financiers audités actuellement publiés sur leurs sites Web;*
- *joindre une déclaration signée de responsabilité de la direction à tous les états financiers futurs au moment de leur publication.*

État : Pleinement mise en œuvre.

Détails

Lors de notre examen de 2021, nous avons constaté que les états financiers audités de 10 conseils scolaires en 2019-2020 (cinq en 2018-2019) ne comprenaient pas de déclaration signée de responsabilité de la direction. Les NCSP exigent que les états financiers audités soient accompagnés d'une reconnaissance officielle de la responsabilité de la direction à l'égard de la préparation des états financiers conformément au cadre comptable applicable, et de l'approbation du ministre ou du représentant élu compétent (par exemple, un conseiller scolaire).

Lors de notre suivi, nous avons constaté que le Ministère avait demandé aux conseils scolaires de

joindre une déclaration signée de responsabilité de la direction à tous les états financiers audités actuellement publiés sur les sites Web des conseils scolaires, ainsi qu'à tous les états financiers futurs. Même si le Ministère a inclus cette directive dans ses instructions concernant la préparation d'états financiers annuels à l'intention des conseils scolaires pour l'exercice 2021-2022, nous avons constaté que quatre des 10 conseils scolaires n'ont pas joint de déclaration signée de responsabilité de la direction dans leurs états financiers audités de 2021-2022. Le Ministère a fait un suivi auprès de ces quatre conseils scolaires pour régler ce problème en ce qui concerne leurs états financiers de l'exercice 2022-2023.

Recommandation 8

Pour améliorer la fiabilité et la reddition de compte des états financiers des conseils scolaires, le Ministère doit demander à tous les conseils scolaires d'inclure leur signature au recto des états financiers comme preuve de leur approbation et de publier ces copies signées sur leurs sites Web.

État : Pleinement mise en œuvre.

Détails

Lors de notre examen de 2021, nous avons constaté que les états financiers de 2019-2020 de 17 conseils scolaires n'avaient pas été signés (14 en 2018-2019).

Lors de notre suivi, nous avons constaté que le Ministère avait mis à jour ses instructions concernant la préparation d'états financiers annuels à l'intention des conseils scolaires pour l'exercice 2021-2022, afin d'exiger que ces derniers incluent leur signature au recto des états financiers comme preuve de leur approbation. Nous avons toutefois constaté que sept des 17 conseils scolaires n'avaient pas signé leurs états financiers de 2021-2022. En outre, un conseil scolaire n'a pas du tout publié ses états financiers de l'exercice 2021-2022. Le Ministère a fait un suivi auprès de ces huit conseils scolaires pour régler ce problème par rapport à leurs états financiers de l'exercice 2022-2023.

Les conseils scolaires rendent compte de leurs partenariats de transport de manière incorrecte et incohérente.

Recommandation 9

Afin d'améliorer l'exactitude et l'utilité des états financiers des conseils scolaires pour les utilisateurs, le ministère de l'Éducation doit élaborer et mettre en œuvre une politique comptable normalisée de consolidation proportionnelle pour la comptabilisation des partenariats de transport des conseils scolaires conformément aux NCSP.

État : Pleinement mise en œuvre.

Détails

Lors de notre examen de 2021, nous avons constaté que sur les 71 conseils scolaires qui sont parties à des ententes de partenariat de transport, neuf avaient incorrectement comptabilisé leur participation dans leurs états financiers de 2019-2020 (neuf en 2018-2019). En outre, 16 conseils scolaires qui sont parties à six partenariats de transport ont appliqué des méthodes comptables différentes pour déclarer les résultats financiers du même partenariat en 2019-2020 (16 en 2018-2019).

Lors de notre suivi, nous avons constaté que le Ministère avait élaboré et mis en œuvre une convention comptable normalisée de consolidation proportionnelle pour la comptabilisation des partenariats de transport des conseils scolaires. Le Ministère a communiqué cette convention comptable dans ses notes explicatives et son matériel de formation, et il l'a communiquée aux conseils scolaires en septembre 2022.

Toutefois, lors de nos travaux de suivi, nous avons constaté que sept des neuf conseils scolaires comptabilisaient encore de manière incorrecte leur participation à un partenariat de transport dans leurs états financiers audités de 2021-2022. De plus, 12 des 16 conseils scolaires qui sont parties à quatre partenariats de transport ont continué d'appliquer différentes conventions comptables pour déclarer les résultats financiers de ce partenariat en 2021-2022. Le Ministère s'est engagé à faire un suivi auprès de ces conseils scolaires.

Recommandation 10

Afin d'améliorer l'exactitude des états financiers pour les utilisateurs, le ministère de l'Éducation doit :

- *mettre à jour les renseignements financiers explicatifs fournis dans les états financiers des conseils scolaires pour inclure une liste des noms des partenaires du consortium de transport;*
- *demander aux conseils scolaires d'inclure les renseignements financiers condensés des consortiums de transport dans les notes afférentes de leurs états financiers, conformément aux directives du Ministère sur la divulgation des notes explicatives.*

État : Pleinement mise en œuvre.

Détails

Lors de notre examen de 2021, nous avons constaté que sur les 71 conseils scolaires qui sont parties à des ententes de partenariats de transport, 36 ne divulguaient pas dans leurs états financiers tous les renseignements requis en vertu des NCSP au sujet desdites ententes. Cette omission empêche les utilisateurs d'évaluer correctement les répercussions financières des partenariats de transport sur les conseils scolaires, surtout si l'on tient compte du fait que les états financiers de la plupart des consortiums ne sont pas accessibles au public.

Lors de notre suivi, nous avons constaté que le Ministère avait mis à jour ses notes explicatives pour inclure une liste des noms des partenaires du consortium de transport. En vertu de ces nouvelles consignes, les conseils scolaires sont tenus de divulguer les noms des partenaires du consortium de transport et de fournir des renseignements financiers condensés du partenariat dans les notes afférentes de leurs états financiers. De plus, le Ministère a communiqué ces nouvelles exigences dans le matériel de formation qu'il a transmis aux conseils scolaires en septembre 2022.

Les renseignements fournis dans les notes sur la dette, les placements et les opérations entre apparentés sont insuffisants.

Recommandation 11

Pour améliorer la transparence, la comparabilité et l'utilité des états financiers pour le conseil d'administration et les autres utilisateurs, le ministère de l'Éducation doit :

- *mettre à jour le modèle d'information par note sur les placements pour inclure des détails sur la nature des placements;*
- *mettre à jour le modèle d'information sur les emprunts pour y inclure le nom du prêteur.*

État : Pleinement mise en œuvre.

Détails

Lors de notre examen de 2021, nous avons constaté que sur les 82 conseils scolaires de l'Ontario, 27 n'incluaient pas suffisamment de renseignements dans leurs états financiers de 2019-2020 (27 en 2018-2019) pour permettre aux utilisateurs d'évaluer la nature de la dette à long terme détenue, et que huit conseils scolaires (huit en 2018-2019) ne divulguaient pas de détails sur la nature des investissements qu'ils détenaient.

Lors de notre suivi, nous avons constaté que le Ministère avait mis à jour ses notes explicatives sur les placements, afin d'y inclure des détails sur les types de placements. En outre, le Ministère a mis à jour ses notes explicatives concernant la divulgation de la dette afin d'inclure les noms des prêteurs. Ces mises à jour ont été incluses dans les notes explicatives du Ministère, qui ont été communiquées aux conseils scolaires en septembre 2022.

Recommandation 12

Pour améliorer l'utilité et la transparence des états financiers pour les utilisateurs, le Ministère doit demander aux conseils scolaires de faire désigner l'Office ontarien de financement en tant que partie apparentée,

comme il est décrit dans les directives explicatives du Ministère.

État : Pleinement mise en œuvre.

Détails

Lors de notre examen de 2021, nous avons constaté qu'en 2019-2020, 26 des 82 conseils scolaires de l'Ontario (26 en 2018-2019) ne satisfaisaient pas aux exigences de divulgation des parties apparentées énoncées dans les NCSP, en omettant de divulguer dans leurs états financiers leur relation avec d'autres entités contrôlées par la province, comme l'Office ontarien de financement.

Lors de notre suivi, nous avons constaté que le Ministère avait demandé aux conseils scolaires de divulguer les opérations conclues avec l'Office ontarien de financement à titre de partie apparentée dans les notes explicatives. De plus, le Ministère a souligné cette exigence dans le matériel de formation qu'il a transmis aux conseils scolaires en septembre 2022.

Recommandation 13

Pour améliorer la transparence, l'uniformité et la comparabilité des états financiers pour les utilisateurs, le ministère de l'Éducation doit préparer et distribuer des notes d'information normalisées aux fins de l'adoption des nouvelles NCSP canadiennes qui devraient s'appliquer aux conseils scolaires.

État : Pleinement mise en œuvre.

Détails

Lors de notre examen de 2021, nous avons constaté que la plupart des conseils scolaires n'avaient pas divulgué l'adoption de la nouvelle norme SP 3430, *Opérations de restructuration*, dans leurs états financiers de 2018-2019. En outre, 69 des états financiers des conseils scolaires en 2017-2018 n'indiquaient pas l'adoption de la nouvelle norme de l'époque (SP 2200, *Information relative aux apparentés*), même si le Ministère avait fourni un échantillon de note pour cette norme dans les renseignements sur les notes explicatives à la fin de l'exercice 2017-2018.

Lors de notre suivi, nous avons constaté que le Ministère avait élargi la portée de ses notes explicatives pour y inclure une note décrivant l'adoption future des nouvelles NCSP qui devraient s'appliquer aux conseils scolaires. Par exemple, cette nouvelle note comprenait l'adoption du chapitre SP 3400, *Revenus*, du chapitre 3160, *Partenariats public-privé* et de la note d'orientation du secteur public, *Éléments incorporels achetés*, qui s'applique aux états financiers de l'exercice 2023-2024 des conseils scolaires.

Délais de présentation des états financiers des conseils scolaires

Recommandation 14

Pour que les parents, les tuteurs et les contribuables aient accès en temps opportun aux états financiers audités des conseils scolaires, le ministère de l'Éducation doit :

- *demander aux conseils scolaires de publier leurs états financiers audités sur leur site Web dans une note annuelle du Ministère qui indique clairement la date limite de publication;*
- *publier en temps opportun une liste centrale des états financiers audités des conseils scolaires et des administrations scolaires.*

État : Pleinement mise en œuvre.

Détails

Lors de notre examen de 2021, nous avons constaté que 15 conseils scolaires n'avaient pas publié leurs états financiers audités de 2018-2019 avant la date limite énoncée dans la Directive concernant les documents commerciaux du secteur parapublic (c.-à-d. six mois après la fin de l'exercice). De même, 15 conseils scolaires n'avaient pas publié leurs états financiers audités de 2019-2020 sur leur site Web avant la date limite du 1^{er} mars 2021, conformément à la *Loi sur l'éducation*.

Lors de notre suivi, nous avons constaté qu'en septembre 2022, le Ministère avait communiqué aux conseils scolaires les dates limites de publication – en vertu de la *Loi sur l'éducation* et de la Directive

concernant les documents commerciaux du secteur parapublic – des états financiers audités dans ses instructions relatives aux états financiers annuels. De plus, le Ministère a publié sur son site Web une liste centrale des états financiers audités des conseils scolaires et des administrations scolaires en juillet 2022.

Recommandation 15

Pour que les états financiers audités des conseils scolaires soient mis à la disposition du conseil d'administration afin de lui permettre de prendre des décisions en temps opportun et de répondre aux constatations de l'audit, le ministère de l'Éducation doit :

- *désigner les conseils scolaires qui ne respectent pas depuis longtemps ses échéances pour l'audit de leurs états financiers et les inviter à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies pour respecter ces échéances.*

État : Peu ou pas de progrès.

Détails

Lors de notre examen de 2021, nous avons constaté qu'en 2019-2020, les opinions d'audit de 21 conseils scolaires (20 conseils en 2018-2019) portaient une date postérieure à la date limite interne de présentation des états financiers audités du Ministère. De plus, les opinions d'audit de trois conseils scolaires portaient une date postérieure à la date limite du 28 février 2020 fixée par la province, et ce, sans avoir obtenu de prolongation de délai du Ministère.

Lors de notre suivi, nous avons constaté que le Ministère n'avait pas communiqué avec les conseils scolaires qui ne respectaient pas depuis longtemps les échéances prévues, en vue d'établir et de mettre en œuvre un plan pour respecter les échéances en matière de présentation d'états financiers.

- *Continuer de surveiller et d'examiner les échéances réelles de présentation des états financiers audités des conseils scolaires par rapport aux objectifs préétablis, et prendre des mesures correctives quand elles ne sont pas respectées.*

État : Pleinement mise en œuvre.

Détails

Lors de notre examen de 2021, nous avons constaté qu'en 2019-2020, les opinions d'audit de 21 conseils scolaires (20 conseils en 2018-2019) portaient une date postérieure à la date limite interne de présentation des états financiers audités du Ministère. De plus, les opinions d'audit de trois conseils scolaires portaient une date postérieure à la date limite du 28 février 2020 fixée par la province, et ce, sans avoir obtenu de prolongation de délai du Ministère.

Lors de notre suivi, nous avons constaté qu'à compter de novembre 2022, le Ministère a élaboré et mis en œuvre un nouveau processus de surveillance et de suivi auprès des conseils scolaires qui ne respectent pas la date limite de présentation de leurs états financiers audités. De plus, le Ministère tient maintenant un registre qu'il utilise pour surveiller les délais de présentation des états financiers des conseils scolaires par rapport à l'échéance interne. Nous avons constaté que le Ministère avait effectué un suivi auprès des conseils scolaires qui n'avaient pas respecté l'échéance interne fixée par le Ministère pour soumettre leurs états financiers de l'exercice 2021-2022.

Le Fonds d'échange d'assurance des conseils scolaires de l'Ontario n'est pas comptabilisé comme il se doit et les renseignements correspondants sont incomplets

Recommandation 16

Afin de mieux tenir l'OSBIE redevable de son utilisation des fonds publics, nous recommandons au ministère de l'Éducation de collaborer avec la Division du contrôleur provincial (Secrétariat du Conseil du Trésor) pour grouper les résultats financiers de l'OSBIE dans les états financiers consolidés de la province, conformément aux NCSP canadiennes, à compter de l'exercice clos le 31 mars 2023.

État : En voie de mise en œuvre d'ici mars 2025

Détails

Dans notre examen de 2021, nous avons constaté que les résultats financiers du Fonds d'échange d'assurance des conseils scolaires de l'Ontario (OSBIE) n'étaient pas inclus dans les états financiers consolidés de la province, même si les conseils scolaires de l'Ontario, qui sont consolidés, contrôlent collectivement l'OSBIE.

Dans notre rapport sur les Comptes publics de la province de l'Ontario, qui font partie de notre *Rapport annuel 2022*, nous avons souligné la consolidation prévue de l'OSBIE dans les états financiers consolidés de la province pour l'exercice clos le 31 mars 2023, et le Bureau de la Division du contrôleur provincial (Secrétariat du Conseil du Trésor) et le ministère des Finances se sont entendus sur cette consolidation globale. La consolidation a également été approuvée par le contrôleur général, le président du Conseil du Trésor, le sous-ministre des Finances et le ministre des Finances.

Au moment de notre suivi, nous avons constaté que la province n'avait pas consolidé les résultats financiers de l'OSBIE dans ses états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023. D'après nos discussions avec le Ministère, les renseignements financiers permettant d'assurer la consolidation de l'OSBIE par les conseils scolaires et, ultimement, par la province, ne sont pas encore disponibles. Le Ministère collabore avec l'OSBIE pour fournir l'information financière nécessaire afin que les conseils scolaires puissent consolider proportionnellement leur part des résultats de l'OSBIE dans leurs états financiers de l'exercice 2023-2024, ce qui sera ensuite déclaré dans les états financiers consolidés de la province pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025.

Recommandation 17

Pour améliorer l'utilité et la transparence des états financiers des conseils scolaires, le ministère de l'Éducation doit :

- réviser ses notes explicatives destinées aux conseils scolaires pour y inclure la méthode de comptabilisation de l'OSBIE, la part proportionnelle

des résultats financiers de l'OSBIE pour les conseils scolaires, un résumé de la situation et des résultats financiers de l'OSBIE, ainsi que la nature et le montant des opérations entre le conseil scolaire et l'OSBIE;

- *exiger que les conseils scolaires membres de l'OSBIE adoptent cette information dans leurs états financiers à compter de l'exercice clos le 31 août 2023.*

État : En voie de mise en œuvre d'ici août 2024.

Détails

Dans notre examen de 2021, nous avons constaté que les renseignements fournis par les conseils scolaires ne contenaient pas suffisamment de renseignements pour permettre aux utilisateurs de comprendre comment les conseils scolaires comptabilisent les opérations de l'OSBIE dans leurs états financiers ou leur part des risques et des avantages découlant des opérations de l'OSBIE.

Lors de notre suivi, nous avons constaté que le Ministère avait révisé ses notes explicatives pour y inclure la nature et le montant des opérations entre

le conseil scolaire et l'OSBIE, qui comprennent principalement le paiement ou le remboursement de primes d'assurance. Les conseils scolaires sont également tenus d'inclure dans les notes afférentes aux états financiers une version condensée de la situation financière et des résultats de l'OSBIE. En outre, le Ministère a stipulé que les conseils scolaires doivent regrouper leur part proportionnelle de l'actif, du passif, des revenus et des dépenses de l'OSBIE.

Nous avons constaté que le Ministère n'avait pas convenu avec les conseils scolaires et l'OSBIE de la façon de calculer la part proportionnelle de chaque conseil scolaire dans l'OSBIE. De plus, comme il est mentionné à la recommandation 16, le Ministère collabore avec l'OSBIE en vue d'obtenir les renseignements financiers nécessaires pour permettre aux conseils scolaires de regrouper leur part proportionnelle de l'OSBIE. Par conséquent, d'ici à ce que ces problèmes soient réglés, le Ministère a reporté jusqu'en août 2024 l'obligation pour les conseils scolaires d'adopter la version révisée de sa note d'information.

Le 4 juin 2024

AUX MEMBRES DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Objet : Dates des rencontres pour l'année 2024-2025

Les dates de rencontre du Comité de vérification proposées pour l'année 2024-2025 sont :

- 9 septembre 2024
- 11 novembre 2024
- 3 février 2025
- 9 juin 2025

Il est prévu de débiter les rencontres à 17h00.

Il est recommandé :

QUE le rapport sur les « Dates des rencontres pour l'année 2024-2025 » en date du 4 juin 2024 soit reçu.

QUE le Comité de vérification approuve les dates des rencontres pour l'année 2024-2025 comme suit :

- 9 septembre 2024
- 11 novembre 2024
- 3 février 2025
- 9 juin 2025

Préparé et présenté par :

Le surintendant des services corporatifs et trésorier
Jason Rodrigue